

Gabriel Attal, la politique sans l'écologie



Gabriel Attal

Le Premier ministre a donné le 30 janvier 2024 ses grandes orientations de politique générale. C'est la politique politicienne sans aucune vision d'envergure sur l'urgence écologique...

Un refus de la nécessaire décroissance économique

Lors de sa déclaration de politique générale, le premier ministre a fustigé avec vigueur la décroissance, qu'il considère comme *«la fin de notre modèle social»* et *«la pauvreté de masse»*. *«Oui, nous ferons rimer climat avec croissance. Une écologie populaire, c'est une écologie qui se construit au plus près des réalités des Français. On ne fera pas l'écologie contre le peuple. Il faut entendre les préoccupations de tous les Français»*.

Un oubli de la planification écologique

Le premier ministre s'est placé dans la droite ligne du chef de l'Etat en pointant ceux qui voudraient une *«écologie punitive»* ou des contraintes plus fortes. En défendant ceux pour qui *«la voiture est un gage de travail et de liberté»*, M. Attal s'est vanté du succès du leasing social pour acheter un véhicule électrique. Pourtant nommé en mai 2022 *«secrétaire général à la planification écologique»* (SGPE), Antoine Pellion est resté aux abonnés absents. Le 30 janvier 2024, on sait que le contenu de la planification écologique est remis aux calendes grecques.

La biodiversité absente

Le premier ministre n'a donné aucun détail sur la manière dont il entendait mieux protéger la biodiversité. Tout au contraire, il a annoncé que la France avait rallié 22 pays à sa demande d'obtenir une nouvelle dérogation européenne à l'obligation faite aux agriculteurs bénéficiant de la politique agricole commune (PAC) de consacrer 4% de leurs exploitations à des infrastructures bénéfiques à l'environnement, telles que les haies, les bosquets, les mares ou les jachères.

Énergie, une France nucléarisée

Le premier ministre a bien évoqué rapidement le triptyque *«sobriété, renouvelables et nucléaire»*, mais en insistant avant tout sur la relance de l'atome, se disant fier d'être *«dans un gouvernement pronucléaire avec une majorité pronucléaire»*. Il poursuit: *«Le nucléaire, c'est un atout majeur pour notre pays. Nous allons continuer à faire monter en puissance notre parc nucléaire, à investir massivement dans les programmes»*. Le nouveau ministre chargé de l'énergie, Bruno Le Maire,

a reporté le débat parlementaire prévu cet hiver sur le projet de loi censé fixer les grandes orientations de la France, sans annoncer de nouvelle échéance.

Service civique écologique, l'État ne fait rien, les petits jeunes feront le reste

Évoquant la transition écologique et la crise climatique comme défi de la jeune génération, Gabriel Attal a annoncé que le gouvernement lancera *«un service civique écologique qui rassemblera, d'ici à la fin du quinquennat, 50000 jeunes prêts à s'engager concrètement pour le climat»*.

Conclusion.

Rien à attendre de ce gouvernement où un jeune Président et un jeune 1er ministre se comportent comme les thuriféraires d'une économie du XXe siècle. Ils n'ont pas encore changé d'époque. Voici ce qu'ils auraient dû savoir sur la nécessaire planification écologique.

Jean-Marc Jancovici rappelle que le CO2 émis en Europe ne connaît pas les frontières et contamine l'ensemble de l'atmosphère. Désormais chargé de superviser la planification écologique, le 1^{er} ministre ne connaissait pas une des notions de base de la science climatique. Que peut-on en attendre? Depuis sa nomination, le chef du gouvernement n'avait presque pas parlé d'écologie, évoquant seulement, lors de la passation des pouvoirs avec Elisabeth Borne, l'impératif de *«garantir l'avenir de notre planète»*.

Des mots extrêmement vagues. Le 30 janvier 2023, le premier ministre devait donc consacrer l'un des quatre «blocs» de son discours de politique générale à la planification écologique, une stratégie censée mettre la France sur la voie de la neutralité carbone en 2050. Cela n'a pas été fait: *«On revient à un logiciel des années 1970»*, souligne le porte-parole de l'association NegaWatt.

Bruno Bourgeon, président d'AID <http://www.aid97400.re>

D'après Biosphère Info du 31 Janvier 2024 <https://biosphere.ouvaton.org/blog/gabriel-attal-la-politique-sans-lecologie/>